

Pollution atmosphérique Clôture de l'Année européenne de l'air, lundi à Strasbourg Un paquet pour Noël ?



La qualité de l'air, un enjeu partagé. Photo archives DNA

L'Union européenne parviendra-t-elle à emballer son « paquet qualité de l'air » avant Noël ? Le plan de lutte contre la pollution atmosphérique, qui dégrade notre santé et notre environnement, était promis pour l'automne. Début de réponse lundi à Strasbourg, lors de la conférence de clôture de l'Année européenne de l'air organisée par l'ASPA et la Fédération ATMO France.

Personne ne doute plus de l'impact sanitaire et environnemental de la pollution atmosphérique (lire ci-dessous). En revanche, beaucoup estiment l'état de l'économie et de l'industrie prioritaire. Au terme de l'Année européenne de l'air voulue justement pour faire le point et discuter sur les pistes d'action, la Commission européenne devra revoir son ambition à la baisse. Plus question de réviser les

valeurs limites des polluants de l'air ambiant, semble-t-il, en tout cas pas tout de suite, ni même d'imposer de nouvelles normes au transport routier.

Le paquet qualité de l'air « devrait définir une stratégie à plus long terme, indique Joe Hennon, porte-parole du commissariat à l'environnement, avec notamment la révision des plafonds nationaux d'émission, le soutien aux moyens technologiques de réduction des émissions, ou encore le renforcement des législations existantes ». Du point de vue du commissariat, il ne sert à rien d'imposer de nouvelles valeurs limites si les actuelles ne sont même pas respectées.

Nous savons que la pollution atmosphérique tue. Que faisons-nous maintenant ?

En attendant la finalisation du paquet, on en apprendra sans doute plus, lundi à Strasbourg, à l'occasion de la conférence de clôture de l'année européenne de l'air. Organisée en Alsace à l'initiative de Rémi Bertrand, président de l'ASPA et vice-président d'ATMO-France, cette conférence rassemblera 300 spécialistes, acteurs économiques et politiques au Conseil de l'Europe, pour faire la synthèse d'une année de travaux, d'enquêtes et de réflexions sur la qualité de l'air, intérieur comme extérieur, ses impacts et les moyens d'action.

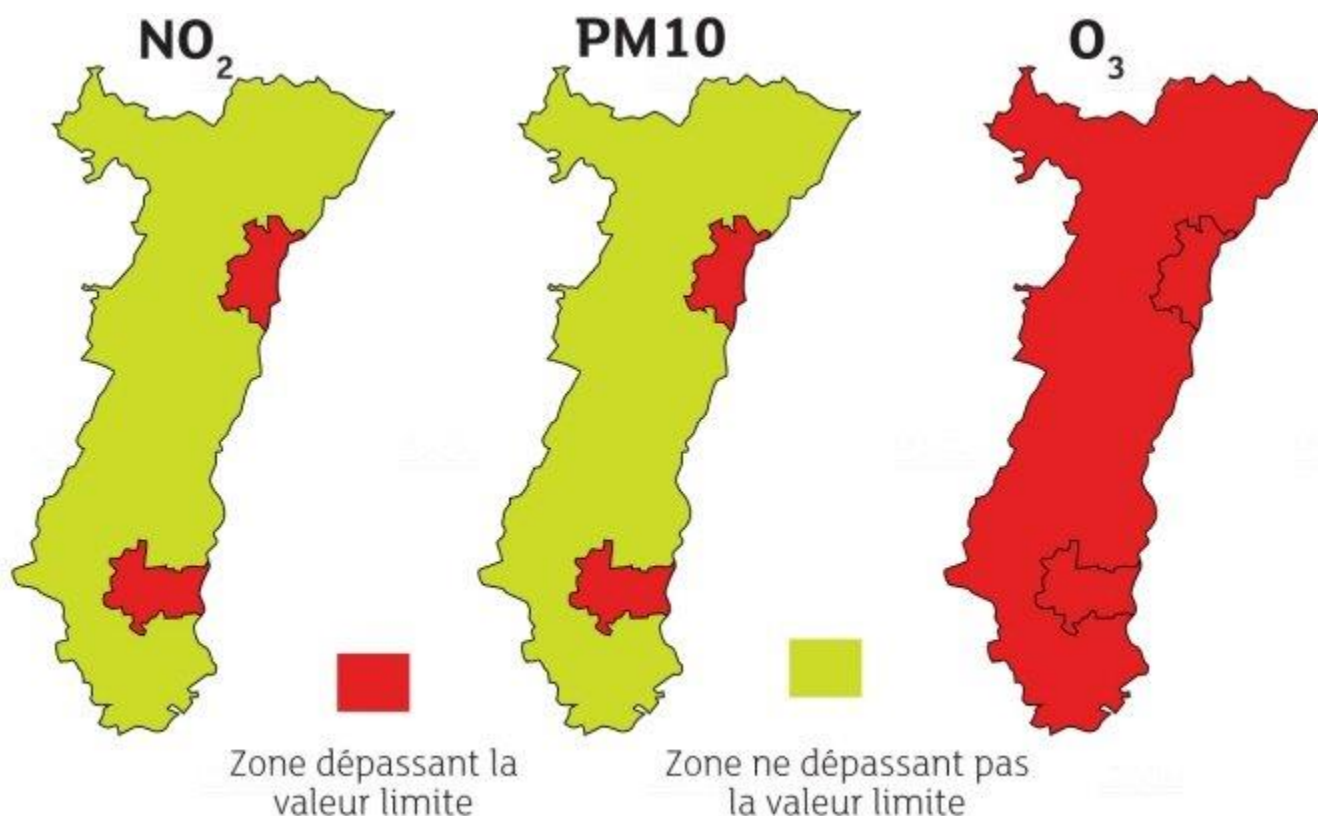
Lundi matin, la parole sera donnée aux experts pour un diagnostic précis de la pollution atmosphérique, puis, dans une deuxième partie, pour une évaluation de l'impact sanitaire.

L'après-midi sera plus politique « avec pour objectif de développer une vision commune », résume Lioba Markl-Hummel, coordinatrice de la conférence pour l'ASPA. Les représentants d'organisations citoyennes, d'industriels, d'agriculteurs, des automobilistes ou transporteurs ainsi que des collectivités échangeront sur le thème « Tous pour un air meilleur ». Janez Potocnik, commissaire européen à l'environnement, donnera ensuite quelques pistes pour parvenir à « un meilleur air pour tous » aux côtés de personnalités telles Winfried Hermann, ministre du transport et des infrastructures du Bade-Wurtemberg, ou Mor Ngom, ministre de l'environnement et du développement durable du Sénégal.

Du domicile à la planète

« L'idée, c'est qu'après la discussion du matin et un diagnostic sûr, les acteurs publics et privés se parlent », glisse Joseph Kleinpeter, directeur de l'ASPA, qui souhaiterait voir la politique de l'air adopter la gouvernance collégiale qui a fait le succès de l'association pour la surveillance de la pollution de l'air en Alsace. « Qu'ils adoptent une vision intégrée de l'atmosphère, c'est-à-dire du domicile à la planète » en passant par le local, le régional et le national « et en prenant en compte l'ensemble du cycle de la qualité de l'air » (émission, effets, actions, retombées,...). Des solutions pourraient justement émerger de cette idée en la liant à l'économie circulaire chère au commissaire européen de l'environnement. Dans l'idéal, ce serait de baisser les émissions à force d'innovation, de rationalisation des systèmes économiques et de limitation du trafic routier.

Mortelle pollution



Info *DNA Studio* 43331 É.Duterque 05/12/2013

La dernière étude publiée par l'agence européenne pour l'environnement montre que la quasi-totalité des citoyens de l'Union européenne est exposée à une atmosphère potentiellement nocive.

Les rapports se suivent et se ressemblent : individuellement, ils sont inquiétants, agrégés, ils sont alarmants. Pêle-mêle : en 2010, 420 000 personnes sont mortes prématurément dans l'UE en raison des polluants dans l'air ; les émissions automobiles anticipent 225 décès par an à Strasbourg et Mulhouse ; la pollution atmosphérique est cancérigène, confirme récemment l'OMS ; 223 000 décès par cancer du poumon dans le monde sont imputables à une mauvaise qualité de l'air ; la pollution atmosphérique, extérieure comme intérieure, est responsable pour l'essentiel de l'augmentation des cas d'asthmes et des maladies respiratoires ; 80 000 Alsaciens sont fréquemment exposés au dioxyde d'azote au-delà des limites admises. Le plus récent rapport sur la qualité de l'air en Europe montre qu'en 2013, 96 % des citoyens respirent un air vicié par des particules fines (PM 2,5) à des seuils supérieurs à 10 µg/m³, contre 95 % l'année précédente. La hausse est plus sensible pour les PM 10 : on passe de 81 % d'habitants exposés en 2012 à 88 % cette année.

Concernant l'ozone, l'exposition des citadins au-delà des 100 µg/m³ recommandé par l'OMS est toute aussi préoccupante : 98 %.

L'environnement souffre aussi

Mais le rapport souligne que la pollution excessive n'est pas l'apanage des villes. Les zones rurales alsaciennes en savent quelque chose, elles qui ont souvent à subir les pollutions à l'ozone venues des grands axes de circulation.

Toxique pour les humains, la pollution atmosphérique l'est aussi pour l'environnement. Les pluies acides chargées de dioxyde de soufre industriel en ont été la principale illustration avant la réduction drastique des émissions sous la pression des normes européennes. L'acidification des sols se poursuit cependant, tout comme l'eutrophisation sous l'effet d'un excès d'oxydes d'azote ou d'ammoniac dans l'air.

DNA, par S.W., publiée le 05/12/2013 à 05:00 | Vu 20 fois

Alerte aux particules, hier à Mulhouse



Pollution maximum à proximité du trafic. Photo archives DNA

Les actions déjà entreprises pour réduire les concentrations en dioxyde de soufre ou en plomb montrent que des décisions ciblées (normes industrielles ou interdiction du plomb dans l'essence) sont rapidement efficaces. A l'inverse, s'agissant de polluants d'origine diffuse (trafic routier, industrie, chauffage, agriculture,...) comme les particules fines, les oxydes d'azote ou l'ozone, les objectifs européens ne sont pas atteints. Alors même que la directive

européenne sur la qualité de l'air fixe des valeurs limites moins strictes que celles préconisées par l'OMS.

En Alsace

Hier encore, la valeur de 50 microgrammes de particules par m³ d'air sur 24 heures, niveau de recommandation pour la population, a été dépassée dans quatre stations de mesure de l'ASPA à Mulhouse ; l'OMS fixe le seuil à 20 µg/m³...

En hiver, les alertes aux particules fines sont courantes et préoccupantes en Alsace, surtout en situation d'inversion de température. En 2012, les normes de la qualité de l'air (valeur limite ou sur le long terme) ont été dépassées dans le Bas-Rhin pour les PM 10 (particules au diamètre inférieur à 10 micromètres) et oxydes d'azote à proximité du trafic et pour l'ozone en situation de fond. La situation a été un peu meilleure dans le Haut-Rhin, avec toutefois des dépassements de norme, notamment pour l'ozone.

Un sursis pour Strasbourg

Au sein de l'UE, 17 pays ne respectent pas les valeurs limites concernant les particules fines, et la commission a saisi la cour de justice de l'Union européenne. Un contentieux similaire devrait s'ouvrir rapidement sur le front du dioxyde d'azote.

À terme, les grandes agglomérations dont Strasbourg devront également répondre des dépassements. La capitale alsacienne bénéficie d'un délai, le temps pour son nouveau plan de protection atmosphérique de faire ses preuves. Mais gare aux amendes s'il ne devait pas porter ses fruits...